« Le train de voyageurs en rive droite est ma priorité »

Région Jean-Luc Gibelin, 6e vice-président, anime une réunion publique dans le cadre des États généraux du rail, ce vendredi 8 juillet, de 18 h à 20 h, au centre culturel de Bagnols-sur-Cèze.

Il était venu à Bagnols-sur-Cèze en février dernier, sollicité par les dirigeants et les militants du PCF Gard rhodanien (lire dans *Midi Libre* du 5 février), et il y était déjà question du rail et de la réouverture de la ligne de voyageurs sur la rive droite du Rhône. Le Gardois Jean-Luc Gibelin, sixième vice-président communiste, en charge la délégation des Mobilités et infrastructures transports au sein de la nouvelle région Occitanie, revient ce **vendredi 8 juillet** à Bagnols-sur-Cèze, pour une réunion publique dans le cadre des États généraux du rail et de l'intermodalité, de 18 h à 20 h, dans la salle de la Pyramide du centre culturel Léo-Lagrange.

Vous étiez venus en février dernier à Bagnols-sur-Cèze pour écouter les usagers, élus et professionnels des transports. Vous revenez ce vendredi dans le cadre des États généraux du rail et de l'intermodalité. Qu'est-ce qui a changé entre les deux ?

J'ai répondu une nouvelle fois à la sollicitation des élus et de l'Association des usagers TER-SNCF de la rive droite du Rhône. Le dossier de la réouverture de la ligne de voyageurs en rive droite du Rhône est un dossier sensible. Il pourrait bénéficier d'une réunion spéciale.

Avec quelles pistes de réflexion arrivez-vous ?

Cette réunion publique sera le moyen d'officialiser la demande de réouverture de la ligne de voyageurs en rive droite du Rhône. J'y viens y dire aussi mon attachement personnel à cette réouverture. Ce dossier est un élément prioritaire de la politique régionale des transports et plus particulièrement du rail. C'est la perception que j'en ai.

La réouverture d'un train de voyageurs en rive droite du Rhône a longtemps fait office de serpent de mer sur ce territoire. Est-ce que vous pensez vraiment changer les choses ?

C'est un dossier utile et sensible, je le répète, qui trouve un vrai intérêt à ce que nous y répondions par une réflexion à l'échelle de la Région. Pour ma part, je suis convaincu que Bagnols-sur-Cèze, Pont-Saint-Esprit, Laudun-L'Ardoise et Nîmes sont en droit d'attendre un transport de voyageurs. Cette question est liée très largement au développement économique du département.
Pour répondre à votre question, il n'y a pas d'arguments sérieux aujourd'hui, pour s'opposer au retour de la ligne de voyageurs en rive droite du Rhône.

D'autres régions comme Provence-Alpes-Côte-d'Azur ou Rhône-Alpes-Auvergne ont déjà avancé sur cette question de ligne de voyageurs en rive droite du Rhône. Avez-vous eu des contacts avec les élus de ces deux conseils régionaux ?

Pas jusqu'à présent, puisque nous n'avions pas lancé de réflexion officielle et que rien n'est pour l'instant décidé. Mais il est évident que ce dossier revêt une dimension interrégionale. Cependant, notre mobilisation en ce domaine ne dépendra pas de l'avancée ou de la réflexion des uns et des autres. Nous avancerons seuls si nécessaire.

Alors que le débat public des États généraux se termine ce samedi 9 juillet, que va-t-il se passer concrètement ensuite ?

Pour traiter l'ensemble des questionnaires, faire le bilan des réunions publiques suscitées par les États généraux du rail et de l'intermodalité (lire ci-dessus) des rencontres avec les élus, usagers et professionnels du transport, je vais animer des réunions hebdomadaires cet été. À l'automne, ce sera aux élus régionaux de se pencher sur le projet régional des transports que nous aurons élaboré pour les vingt ans à venir, d'en débattre en assemblée plénière et de voter. J'en profite pour dire ici que nous aurons des choix à faire et que tout ne se fera pas en 2017. Mais nous n'avons pas lancé les États généraux pour rien. La Région a la volonté d'aller vite.

ÉTATS GÉNÉRAUX
Une consultation qui se termine le 9 juillet

Initiés par Carole Delga, la présidente de la nouvelle région Occitanie, et lancés le 21 avril dernier, les États généraux du rail et de l'intermondalité se termine ce samedi 9 juillet. Durant près de trois mois, quelque trente-six réunions publiques ont été organisées sur le territoire régional avec "l'objectif d'ouvrir un débat le plus large possible pour préparer les évolutions de ce secteur" auquel la Région consacre plus 480 M€ par an. Un questionnaire était également proposé dans les pages du magazine de la Région, sur son site web (www.regionlrmp.fr/rail), ainsi que dans les gares et les trains. Les réponses vont être analysées cet été et la restitution finale interviendra à l'automne.

■ Jean-Luc Gibelin avait rencontré l'association des usagers du TER-SNCF, en février dernier à Bagnols.